

# **L'ECONOMIE DU DEVELOPPEMENT A L'EPREUVE DE LA MONDIALISATION**

Saadoudi M.

Université de Tizi Ouzou

La mondialisation est la dimension nouvelle dans laquelle s'inscrivent les politiques et stratégies économiques contemporaines des Etats. Elle est désormais une donnée incontournable dans toutes prises de décision des dirigeants, étant tantôt évoquée comme une ère prometteuse dans les relations internationales, tantôt décriée comme une menace et une occasion supplémentaire pour les pays riches, d'exploiter et dominer les pays pauvres.

Nonobstant, la mondialisation n'est pas dans son essence, un phénomène nouveau. Si aujourd'hui elle devient le cadre de référence pour les économies nationales, c'est parce qu'elle présente des caractéristiques nouvelles qualitativement supérieures par rapport à ses formes et expressions précédentes.

Il devient de nos jours, nécessaire et opportun pour la science économique, de resituer et jeter un regard nouveau sur les politiques et modèles de développement élaborés et mis en oeuvre depuis essentiellement la fin de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale, le cas de l'économie algérienne étant riche en enseignements dans ce domaine, en ce sens que les modèles nationaux de développement depuis 1962 (et même les modèles coloniaux) ont subi de par même la position et les contextes historiques de l'Algérie, les impacts de cette mondialisation dans ses diverses phases. C'est alors qu'une démarche historique est ici très indiquée pour saisir ces relations et enchevêtrements des politiques et modèles de développement (à l'exemple de l'économie algérienne) et de l'économie mondiale considérées dans leurs dynamiques historiques.

## **1- La genèse de la question du développement**

Il est vrai que la question du développement et de la croissance a été posée depuis longtemps et a enregistré une avancée appréciable déjà au XVIII<sup>ème</sup> siècle, les travaux de A. Smith et D. Ricardo ayant remarquablement marqué la réflexion sur les origines de la richesse et les possibilités et voies de développement des nations. Toutefois, les économistes s'accordent que l'économie du développement ne s'est véritablement constituée en branche des sciences économiques qu'à la suite de la publication en 1943 dans « Economic Journal », d'un article remarquable de P. Rosenstein-Rodan sur les problèmes de l'industrialisation de l'Europe de l'Est et du Sud-est, où l'auteur a analysé le processus de développement.

Du point de vue du cheminement historique, l'économie du développement a pris de l'importance à travers les programmes, les modèles ou politiques de développement échafaudés par les Etats après la seconde guerre mondiale.

La période de crise du capitalisme –1914/18 à 1945 que symbolisent la banqueroute boursière et financière de 1929, mais aussi les deux guerres mondiales, les deux tragédies de l'histoire des relations internationales, constitue à notre avis, le fondement, le subconscient des politiques et modèles économiques conçus pour prendre en charge les problèmes de développement non seulement des nations prises isolément, mais aussi de la communauté mondiale dans son ensemble. Faut-il remarquer que la plupart des organisations et institutions internationales dans ce domaine sont nées après la seconde guerre mondiale.

Cette même période correspond à la phase déclinante d'une durée de plus ou moins 30 ans (1914/20- 1945) du cycle long du capitalisme, de plus ou moins 55 ans (1891/96- 1945), défini par Kondratiev<sup>1</sup>. Ce sont les pays d'Amérique latine, à l'exemple du Brésil, qui vont subir déjà dans les années 1930, les grandes répercussions de la crise de l'économie mondiale,

leur croissance s'étant retrouvée bloquée par la récession du commerce international (blocage du trafic maritime, baisse de la demande européenne pour les produits primaires d'Amérique latine...), car reposant sur les exportations, modèle dont les limites sont donc vite avérées. Ceci a conduit alors ces mêmes pays à repenser et concevoir leurs politiques de développement sur la base de programmes d'industrialisation par substitution aux importations (ISI), tournés vers le marché intérieur dans l'espoir de contourner et d'échapper à l'impasse du modèle basé sur les exportations. Ces pays ont été les premiers à être confrontés aux questions et problèmes épineux du développement car ils sont les premiers à accéder à l'indépendance dès 1800 (étant bien sûr les premiers à être colonisés dès le XVIème siècle).

Mais, il n'en demeure pas moins que ce sont les besoins et l'urgence de la reconstruction de l'Europe, très éprouvée par la seconde grande guerre, qui ont fourni les premiers motifs et fondements de la constitution de l'économie du développement. Par la suite, l'Europe occidentale n'ayant pas tardé à retrouver le chemin du développement, les pays décolonisés devenus nombreux avec la décolonisation en Afrique et en Asie à partir de 1960, vont constituer le nouveau champ des préoccupations de développement, le nouveau champ d'investigation des théories de développement.

Quels sont alors les grands moments de l'évolution de l'économie du développement ?

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, 60 années se sont écoulées, correspondant à un cycle long du capitalisme (1945-1992) et au début d'un autre cycle depuis 1992, définis par les kondratiéviens<sup>2</sup>. Sur ce segment de temps, beaucoup de théories et modèles de développement ont été élaborés et/ou mis à l'épreuve. L'on peut cependant, de façon synthétique, en distinguer trois grandes conceptions: la reconstruction et la modélisation ; l'idéologisation et le réformisme ; l'ajustement structurel et la mondialisation.

## **2- L'ère de la reconstruction et de la modélisation**

Les défis pour l'économie du développement durant cette période ont résidé dans la reconstitution rapide des économies désintégrées sur le vieux continent affaibli par la guerre. Les problèmes posés ont concerné alors la reconstruction des branches et secteurs économiques et la modernisation des industries dans les pays capitalistes européens, une tâche facilitée et prise en charge grâce à l'apport appréciable de l'économie américaine moins éprouvée par la guerre et dont les surplus ont été ainsi mis au service du développement du capitalisme européen (plan Marchal), en particulier et du capitalisme mondial, en général.

Sur le plan de la théorie économique, la pensée développementaliste a été dominée ici par les idées et principes néoclassiques et keynésiens faisant du développement une simple affaire d'investissement (pallier l'insuffisance de capitaux), de croissance, de marché... mais aussi, attribuant à l'Etat le statut d'agent économique privilégié et le rôle stratégique de mener et soutenir la renaissance du capitalisme européen. Les succès de la planification indicative (menée par l'Etat) en terme de reconstruction et modernisation industrielles, d'aménagement du territoire (dimension plus ou moins nouvelle du développement née des enseignements de la guerre)...réalisés par la France entre 1945 et 1960, sont édifiants à ce sujet.

Par ailleurs, cette période a vu naître les premiers jalons d'une géoéconomie mondiale résultant du développement « parallèle » d'un autre type d'économie -l'économie socialiste soviétique déjà plus ou moins rodée dans la planification quinquennale du développement économique et social depuis les années 1920. La coexistence conflictuelle des deux systèmes capitaliste et socialiste allait d'ailleurs marquer profondément l'histoire des relations internationales par la fameuse « guerre froide ».

Cependant, l'économie américaine étant plus avancée, le système capitaliste (plus âgé) était plus répandu et réalisait plus de progrès. Les Etats-Unis investissaient leurs surplus dans les pays représentant des enjeux évidents dans la géopolitique de la lutte contre le système

soviétique, à l'exemple de la Corée du sud qui dès sa séparation de la Corée du Nord communiste, a reçu une aide américaine massive (15% du PNB coréen) pour réaliser les réformes agraires.

Il s'agit d'une période où le capitalisme mondial venait de sortir d'une grande crise et entamait la phase ascendante<sup>3</sup> du cycle long (1945- 1992), correspondant aux « trente glorieuses » considérées comme « peut être la plus longue phase d'accumulation ininterrompue de toute l'histoire du capitalisme »<sup>4</sup>, pendant que l'expansion géographique de l'économie socialiste n'était qu'à ses débuts, entachée de surcroît d'épisodes sanglants (événements de Tchécoslovaquie, Hongrie...).

Les défis relevés par les économies capitalistes européennes ont alors fourni et légitimé les soubassements théoriques d'un ensemble de modèles de développement fondés sur les relations étroites entre l'accumulation, l'industrialisation et la croissance, le plus célèbre étant peut être le plus simplifié d'entre eux, le modèle macro-économique de Harrod-Domar qui repose sur l'équilibre keynésien où l'épargne est égale à l'investissement, considérant le taux de croissance d'une économie comme étant le rapport du taux d'épargne au coefficient marginal du capital.

Dans la même catégorie de modèles peut être classée la « théorie du décollage » élaborée par Rostow à travers son étude sur l'analyse du rôle du capital et de l'industrialisation dans le processus de croissance et de développement, publiée en 1960 sous le titre « the stages of economic growth, a non communist manifesto ». L'auteur considère le développement comme un mouvement historique linéaire comportant cinq phases ou étapes différentes par lesquelles sont passés tous les pays développés et que doivent nécessairement suivre les pays en développement. Il s'agit schématiquement de :

- l'étape de la société traditionnelle à base essentiellement d'agriculture stationnaire ;
- l'étape de l'accumulation que rendront possible l'accroissement du taux d'épargne et d'investissement, l'introduction de technologies qui amélioreront la productivité, la constitution d'une classe d'entrepreneurs...
- la période du décollage où grâce aux progrès réalisés dans la seconde phase, le taux d'investissement dépassera les 10% du revenu national et des industries motrices propageront leurs effets de développement et la croissance deviendra régulière ;
- la marche vers la maturité par l'appropriation de techniques modernes de production ;
- la phase de la consommation de masse où les besoins fondamentaux des populations seront satisfaits et une classe moyenne accédera à un niveau de vie plus élevé.

Le modèle de Rostow repose sur deux types de relation :

- la relation entre la croissance et le développement ;
- la relation entre la croissance et l'investissement.

Au delà de ses préoccupations de quantification, « croissance » se prêtant à la mesure beaucoup plus que « développement », l'auteur épouse la vision marxiste de l'évolution historique des sociétés selon laquelle le développement se réalise grâce à un accroissement « révolutionnaire » des capacités de production matérielle. De même qu'il adopte le principe keynésien de l'équilibre entre l'épargne et l'investissement en soulignant que dans le processus d'industrialisation, il faut privilégier des secteurs d'entraînement et rejoint sur ce plan, certains auteurs tels que Kuznets, Hirschman, Gerschenkron, Feldman-Mahalanobis.

D'autres modèles reposent plus explicitement et fondamentalement sur les relations interindustrielles et la « hiérarchie fonctionnelle » des branches industrielles.

Bien que conçu pour les besoins de l'économie socialiste, le modèle de Feldman-Mahalanobis (proposé par Feldman pour la planification soviétique dans les années 1920 et repris dans les années 1950 par Mahalanobis pour l'économie indienne), assimilé souvent au modèle des industries industrialisantes, repose sur la priorité de l'investissement dans les

industries lourdes qui doit permettre l'accroissement à terme de la production de biens de consommation. Il est inspiré des schémas de reproduction de Marx qui postulent le primat du département I (production de biens d'équipement) sur le département II (production de biens de consommation).

Certains théoriciens du développement font de la « croissance équilibrée » le modèle approprié pour sortir les pays du sous-développement. C'est un modèle qui repose sur la « loi des débouchés » de J.B. Say pour s'opposer à la théorie keynésienne qui conditionne la prospérité du marché par l'abondance de monnaie et la croissance du revenu national, par la hausse des exportations. Il s'agit d'une loi qui postule qu'au niveau macro-économique, l'offre simultanée de plusieurs branches industrielles créera sa propre demande de même montant, car le développement de chaque branche industrielle stimulera celui des autres branches par des relations en amont et en aval puisque toutes ces branches forment un ensemble interdépendant.

Cependant, les auteurs de ce modèle notamment R. Nurkse et P. Rosenstein-Rodan, assimilent le développement à la réalisation de la « grande poussée » que rendra possible un investissement simultané dans les branches industrielles qui permettra de réaliser des économies externes et élargir les marchés du fait que l'offre suscitera la demande. Les industries légères constituent alors le domaine privilégié de cet investissement parce que la rotation du capital y est plus élevée et les techniques y sont plus ou moins maîtrisables pour les pays en développement. Enfin, cet investissement simultané que doit réaliser le secteur privé, n'est possible que si l'Etat, du fait du caractère attardé de l'économie, consent les dépenses nécessaires dans la mise en place d'une infrastructure économique et sociale de base (routes, ports et aéroports, télécommunications...) capable d'offrir au capital privé des opportunités d'investissement.

A l'opposé de la « croissance équilibrée », le modèle de « croissance déséquilibrée » repose sur le principe que le développement est le passage d'un état de déséquilibre à un autre. Il est généralement attribué à J. Schumpeter qui en a fourni les premiers éléments en considérant que le développement est plus une « série d'explosions » qu'une « transformation douce » et à A. Hirschman qui l'a suffisamment développé dans son étude sur « La stratégie du développement économique ».<sup>5</sup> Trouvant dans les capacités limitées d'investissement, le principal obstacle au développement, Hirschman considère que le meilleur moyen de développer une économie est de créer et éveiller les déséquilibres qui permettent aux forces du changement d'agir. S'interrogeant alors sur les industries qui conviendraient aux pays en développement, l'auteur en a repéré trois types : les industries dont le seuil optimal de production est assez bas car les marchés sont exigus; les industries à avantages comparatifs évidents (tourisme, artisanat...); les industries à technologie peu coûteuse et adaptée aux capacités techniques de ces pays.

Le modèle des « pôles de croissance »<sup>6</sup> quant à lui, repose d'une part, sur cette théorie de la croissance déséquilibrée en considérant que dans l'industrie il existe certaines branches dynamiques ou des « secteurs d'impulsion » qui suscitent la croissance dans les autres branches par des effets d'entraînement et des économies externes qui se propagent à l'ensemble de l'économie. D'autre part, il intègre une autre dimension, en l'occurrence l'espace ou le territoire. C'est un modèle qui formule une double concentration industrielle (en ciblant des secteurs d'impulsion) et territoriale (en choisissant des régions de localisation des pôles) qui doit produire des effets d'entraînement sur les autres branches économiques et aussi sur les autres régions. Les pôles de croissance deviendront des pôles de développement dès lors qu'ils permettent la transformation des structures sociales.

Les modèles de développement intégrant le secteur de l'agriculture sont peut être moins nombreux. Celui élaboré par A. Lewis doit en être le plus célèbre. Il repose sur le concept « d'offre illimitée de main-d'œuvre » dans le cadre d'une économie constituée de 02

secteurs -traditionnel et moderne. Selon l'auteur, dans ce cas, le secteur moderne pourra puiser dans la main-d'œuvre excédentaire du secteur traditionnel tout en gardant les salaires fixes. Le développement se résume alors à l'absorption par le secteur moderne, de l'excès de main-d'œuvre du secteur traditionnel grâce à des salaires relativement élevés mais toujours faibles qui permettront à la classe capitaliste de réaliser des profits qui vont être réinvestis tant que la productivité marginale est supérieure au salaire. Au bout de ce processus d'absorption, il n'y aura plus d'excédent de main-d'œuvre dans le secteur traditionnel et les salaires y seront plus élevés.

Enfin, les modèles reposant sur l'insertion dans la division internationale du travail, en l'occurrence celui de l'industrialisation par substitution aux importations (ISI) et celui de l'industrialisation par la promotion des exportations, sont aussi célèbres dans les pays du tiers-monde.

Comme souligné ci-dessus, le modèle ISI est apparu dans les pays d'Amérique latine suite à la crise de 1929 et la seconde guerre mondiale. Il consiste dans une première étape (plus ou moins facile), à développer des industries de biens de consommation pour lesquelles un marché existe déjà (textiles, alimentation...). Ce sont des industries utilisant beaucoup de main-d'œuvre, peu de capitaux et où la rotation du capital est plus rapide. Dans une deuxième étape, soit l'industrialisation est orientée vers les secteurs d'exportation qui vont se développer plus rapidement en exploitant des avantages comparatifs pour procurer des recettes en devises étrangères (c'est le cas des pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est), soit l'ISI est poursuivie dans les branches de production de biens intermédiaires, de biens d'équipement et de biens de consommation durable jusque là importés, ce qui permet à terme d'échapper à la contrainte de la rareté de devises (c'est le cas de pays d'Amérique latine comme le Brésil). Cette deuxième orientation s'est trouvée bloquée dès les années 1960 sous l'effet conjugué d'au moins trois contraintes :

- la protection douanière qui décourage les importations et empêche la concurrence des produits et donc maintient des coûts élevés et une productivité faible ;
- le poids de la contrainte externe qui se resserre sous le double effet de la stagnation des exportations découragées par les politiques de taux de change et l'augmentation des besoins en devises étrangères pour financer le fonctionnement et l'équipement de l'industrie ;
- le chômage du à la faible utilisation de main-d'œuvre par les industries lourdes et d'équipement qui sont de nature très capitalistique et dont les capacités de production installées sont sous-utilisées du fait de la taille minimum élevée de ces industries et de l'exiguïté des marchés.

Beaucoup de pays en développement ont axé leur développement industriel sur la promotion de branches d'exportation (souvent comme souligné ci-dessus, dans une deuxième phase des programmes d'ISI) dans l'objectif stratégique de sortir de la spécialisation dans l'exportation de produits primaires. C'est une orientation vers la production de produits primaires élaborés et de produits manufacturés, donc ayant subi une transformation technologique, par l'exploitation d'avantages comparatifs souvent liés à :

- une main-d'œuvre bon marché ;
- des ressources naturelles abondantes ;
- des produits et industries de tourisme.

Cette orientation vers l'exportation a connu beaucoup de succès dans certains pays tels que la Corée du sud, Taiwan, Hong-Kong, Singapour...qui ont enregistré une croissance appréciable dans les années 1960/70, dans le sillage de l'essor du commerce mondial. Elle présente beaucoup d'avantages comme l'affectation rationnelle des investissements (selon les avantages comparatifs), une plus grande utilisation des capacités de production et des économies d'échelle, la création d'emplois, l'élargissement des marchés par l'accroissement de la demande, la pénétration de marchés mondiaux et les gains en devises...Néanmoins, elle

présente des risques de dépendance vis-à-vis de l'Extérieur et rend l'économie vulnérable car soumise aux aléas du commerce international et des crises cycliques du capitalisme mondial.

Enfin, la théorie de l'échange inégal considère que dans les relations d'échange, il y a transfert de valeur des pays de la Périphérie vers le Centre car l'on est en présence d'une contradiction déterminante – mobilité internationale du capital, mais immobilité internationale (relative) du facteur « travail ». Or, l'on sait que les biens produits dans la périphérie contiennent plus de valeur-travail et les salaires y sont plus bas que dans le Centre.

Cet échange inégal est souvent aussi expliqué par « la détérioration des termes de l'échange » du fait que les gains de productivité dans les activités primaires dans les pays en développement se traduisent par des baisses de prix, mais sans hausse des salaires (présence de chômage et de sous-emploi), pendant que dans les pays développés, les hausses de la productivité s'accompagnent de celles des salaires.

### **3- L'ère de l'idéologie et du réformisme**

La conception du développement par la croissance a favorisé et stimulé l'accumulation massive des surplus de l'économie mondiale réalisés durant les « 30 glorieuses » et par là-même, a engendré des transferts importants de capitaux et technologies vers les pays en développement.

Cependant, dès le milieu des années 1970, correspondant à la phase déclinante (1973-1992) du cycle kondratiévien (1945-1992), la récession du commerce mondial s'est réinstallée suite au ralentissement de la croissance dans les pays de l'OCDE qui a compromis, le protectionnisme pratiqué par ces mêmes pays aidant, les possibilités d'exportation des produits primaires et manufacturés des pays en développement. De ce fait est né un « nouveau pessimisme à l'égard des exportations » qui a suscité la nouvelle théorie des échanges, appelée aussi « la théorie stratégique des échanges », qui remet en cause le fondement néo-classique du développement, à savoir le libre-échange comme voie optimale pour les pays en développement car permettant l'exploitation d'avantages comparatifs déterminés par la dotation relative en facteurs de production. Cette nouvelle théorie réfute l'hypothèse de la concurrence parfaite car le commerce subit les effets des oligopoles internationaux. Elle préconise une intervention de l'Etat dans la concurrence internationale à travers des politiques industrielles et commerciales pour développer les exportations grâce à des instruments tels que les subventions, la protection à l'importation, la prise en charge de l'investissement dans la recherche-développement et de la formation...

Par ailleurs, la réapparition de cette récession (donc cyclique) du commerce mondial a conduit certaines organisations internationales telles que ONUDI et CNUCED à chercher dans la coopération Sud-Sud, le moyen pour les pays en développement, d'échapper à la décroissance de l'économie mondiale.

C'est ainsi que l'on assiste à une évolution significative de la conception, de la théorie du développement vers une sorte de réformisme, d'une part et d'idéologisation, d'autre part.

L'idéologisation de la pensée sur le développement, essentiellement durant les décennies 1960 et 1970, résulte de la crise du colonialisme qui a donné lieu à une décolonisation massive (de l'Afrique en particulier) et aussi de la remise en cause interne de certains régimes politiques, confortée par l'expansion du système socialiste en Europe de l'Est et le parti pris des pays socialistes en faveur de l'indépendance des colonies.

Des théoriciens « dépendantistes », forts de l'argument de l'impasse du développement par l'ISI en Amérique latine qui en conséquence, a vécu des événements historiques déterminants dans les années 1960 (révolution à Cuba, coup d'Etat militaire au Brésil, débarquement américain en République dominicaine...), vont remettre en cause les explications « simplistes » du sous-développement et même les thèses structuralistes de la

CEPAL (la commission des Nations Unies pour l'Amérique latine), pour mettre l'accent sur l'exploitation et le pillage des pays du Tiers-monde par les pays capitalistes avancés.

S. Furtado et O. Sunkel considèrent d'une part, le développement et le sous-développement comme des processus historiques simultanés et interactifs et d'autre part, le Centre comme l'ensemble non seulement des pays capitalistes avancés, mais aussi des secteurs modernes des pays sous-développés et la Périphérie, comme l'ensemble des parties les plus importantes (marginalisées et en stagnation) des économies sous-développées et certaines parties attardées des économies industrialisées. Ainsi, ils mettent à la base de la distinction du Centre et de la Périphérie, non pas la notion de pays ou nations, mais celle de secteurs économiques selon qu'ils soient modernes et industrialisés ou traditionnels et marginalisés. Les deux auteurs concluent alors que la tâche de développement dans la périphérie doit être prise en charge par des élites locales modernistes inspirées de l'intérêt général.

P. Baran et A.G. Frank ont développé la thèse du « développement du sous-développement », considérant que le développement des pays de la périphérie est contraire aux intérêts des groupes dominants des pays capitalistes avancés qui par des alliances objectives avec des élites bourgeoises de la périphérie s'accaparent des surplus, des richesses de cette même périphérie. Par conséquent, le développement n'est possible que par une révolution socialiste car les élites locales (bureaucratie étatique, élites professionnelles et intellectuelles...) servent les intérêts du capital étranger en contrepartie d'un soutien politique, économique et militaire.

La pensée réformatrice du développement quant à elle, est une remise en cause des considérations simplistes d'effets évidents de la croissance sur le niveau de vie des populations, autrement dit, de l'équation croissance = développement. De nombreux auteurs (Kuznets, Kravis, Singer, Fishlow...) et aussi les organisations internationales spécialisées ont montré que la distribution des revenus est plus inégalitaire dans les pays en développement que dans les pays développés, le cas illustratif le plus souvent évoqué étant les inégalités nées du « miracle économique » du Brésil des années 1960. L'on s'est rendu à l'évidence que les « effets de retombées » attendus du processus de croissance, ne se sont pas produits.

En d'autres termes, les problèmes de pauvreté, de chômage, d'inégalités...ne sont pas résolus dans les pays en développement, alors que dans l'ensemble, « Entre 1965 et 1980, le taux de croissance du PIB des pays à faible revenu est de 5,8% en moyenne contre 3,8% pour les pays de l'OCDE tandis que le taux de croissance du secteur manufacturier est 2,2 fois plus élevé au Sud qu'au Nord (7,8% contre 3,5%) »<sup>7</sup>.

Cette pensée réformatrice abandonne alors les considérations générales et globales du développement pour chercher les solutions aux problèmes de pauvreté et d'inégalités, dans des stratégies pragmatiques de : création d'emplois ; redistribution dans la croissance ; satisfaction des besoins essentiels. Ces stratégies sont mises en œuvre à travers des programmes élaborés par les organisations internationales, en particulier le Bureau International du Travail (BIT) et la Banque Mondiale (BM).

Le BIT a reformulé la problématique de l'emploi en considérant la création d'emplois non pas comme un effet, mais un objectif de la croissance économique. Il a révélé à travers de nombreuses études qu'il a réalisées dans des pays pauvres d'Afrique, d'Asie et d'Amérique, les détails de la situation de l'emploi dans ces derniers : chômage ; sous-emploi des ressources humaines ; sous-rémunération du travail<sup>8</sup>. De même que la question du secteur informel, eu égard à son ampleur, a fait l'objet d'une grande attention de la part de cet organisme dont les études ont conclu que celui-ci, même délaissé par les gouvernements, participe de façon significative à la création d'emplois et offre des salaires parfois supérieurs à ceux versés dans l'agriculture de subsistance.

Forte de son expérience acquise dans la conduite de projets de reconstruction des pays occidentaux suite à la seconde guerre mondiale, la BM a marqué (et marque de nos jours) l'histoire et l'expérience économiques des pays en développement. Les différentes études qu'elle y a menées ont montré et confirmé le paradoxe évoqué ci-dessus, celui de l'aggravation des inégalités et de la pauvreté malgré des taux de croissance significatifs. L'étude « l'assaut contre la pauvreté » qu'elle a réalisée en 1975, montre que 750 millions de personnes, soit 40% de la population totale des pays en développement, vivaient dans la pauvreté absolue, les catégories les plus touchées étant les ouvriers agricoles sans terre ; les agriculteurs en situation de sous-marginalité ; les chômeurs et sous-employés des villes.

C'est alors que la BM a élaboré des programmes sectoriels spécifiques pour lutter contre la pauvreté: développement rural dans les campagnes ; création d'emplois dans les secteurs formel et informel dans les villes ; élargissement et équité de l'accès à l'éducation, la santé, le logement et autres services publics.

Ce pragmatisme du développement a par la suite évolué vers des stratégies de satisfaction des besoins essentiels de l'être humain. La BM, le BIT...ont admis dans leurs programmes, le caractère indispensable de la prise en charge de la satisfaction des besoins essentiels des populations déterminés comme : les besoins de consommation familiale élémentaire (nourriture, habillement, logement) ; les services essentiels que doit assurer la collectivité nationale (éducation, santé, eau potable, assainissement, transport public...) ; l'emploi et même les droits de l'homme qui sont ainsi mis au devant des priorités et revendications des organisations internationales.

Aussi, faut-il le souligner, cet ensemble d'anomalies (accentuation des inégalités, persistance et aggravation de la pauvreté, enrichissement rapide et exorbitant de catégories de population, non-respect des droits de l'homme...), conjugué au phénomène de détournements avérés des aides au développement (réexportation de capitaux...), ont conduit les banquiers et autres financiers internationaux à reconsidérer les méthodes de financement du développement en optant désormais pour le soutien ou la prise en charge de projets d'investissement ciblés et suffisamment maturés afin de repérer la destination des capitaux et contrôler leur utilisation.

De leur côté, les pays du tiers-monde, ayant désormais pris conscience de leur situation dans le concert des nations, ont revendiqué dès le début des années 1970, un « nouvel ordre économique mondial » que la 6<sup>ème</sup> session spéciale de l'AG de l'ONU a adopté en 1974 sous la forme de « Déclaration et programme des Nations Unies pour un nouvel ordre économique mondial ». Il contient les orientations essentielles :

- d'élargissement de l'accès aux marchés des pays développés surtout pour les produits industriels à forte intensité de main-d'œuvre fabriqués dans les pays du Sud ;
- d'amélioration de l'accès aux marchés internationaux de capitaux et allègement de la dette du Tiers-monde ;
- de relance des exportations des produits primaires par la stabilisation des marchés ;
- d'élaboration de stratégies de prise en charge des besoins vitaux dans les pays en développement ;
- d'appel à l'arrêt de la course aux armements pour dégager des ressources pour le développement économique et social (rejoignant ainsi une des revendications stratégiques des pays socialistes)...

#### **4- L'ère de l'ajustement structurel et de la mondialisation**

Le début des années 1980 constitue un moment critique de la récession de l'économie mondiale caractérisée par la chute brutale de la croissance dans les pays en développement (à l'exception des pays du Sud et de l'Est asiatiques) résultant de la baisse des prix des produits exportés. De façon générale, le monde en développement (les pays du Sud) a connu des

mutations<sup>9</sup> profondes durant ces années : le Sud-Est asiatique a enregistré des dynamiques de croissance fortes qui ont facilité leur insertion dans l'économie mondiale ; l'Amérique latine a vécu une dépression de l'activité économique et une inflation galopante, les politiques de stabilisation pour maîtriser l'inflation n'ayant pas enclenché de nouvelles dynamiques de croissance par insertion dans l'économie mondiale ; les économies africaines et arabes en crise économique et sociale sont restées marginalisées.

Conjuguée à la hausse des taux d'intérêt résultant des politiques monétaires entamées en Grande Bretagne et aux USA, cette récession a révélé le « contentieux » né des relations économiques des pays en développement et des pays industrialisés –le fardeau de la dette dont le poids allait porter un coup fatal à l'équilibre des relations internationales suite à l'évocation de l'alternative de non-remboursement par un certain nombre de pays, en premier lieu le Mexique en 1982. C'est alors que le problème de la dette (que traînent et s'y enlisent encore de nos jours, bon nombre de pays sous-développés) acquiert sa dimension mondiale, globale, en mobilisant les organisations internationales, les banquiers et créanciers...pour sa prise en charge dans le cadre justement, de programmes d'ajustements structurels que les pays les plus réticents ont fini par adopter.

Toutefois, force est de constater que si l'engagement des pays en développement dans l'ajustement structurel sous l'égide du FMI et de la BM, a constitué en soi une réponse à la crise de la dette car les prêts accordés dans ce cadre ont servi à financer les réformes structurelles et à assurer le remboursement de la dette en cours, il a simultanément enclenché le renouvellement du processus d'endettement de ces mêmes pays.

L'ajustement structurel consiste en la mise en œuvre de deux grands types de mesures :

- des mesures dites de stabilisation visant à rétablir à court terme, les équilibres macro-économiques : dévaluation de la monnaie, hausse des taux d'intérêt, libération des prix...
- des mesures de structures à moyen-long terme visant la mise en place d'une économie libérale : privatisations, réforme fiscale, réforme bancaire et libéralisation de l'investissement, libéralisation du commerce et réforme douanière...

Il est souvent confondu avec le « consensus de Washington » scellé par les Etats-Unis et les institutions financières internationales, en l'occurrence le FMI et la BM, qui impose désormais aux pays en développement parce qu'endettés, la rigueur et la rationalité financière et fiscale ; la réduction des dépenses publiques ; la libéralisation économique, commerciale et financière ; les privatisations et l'ouverture à l'investissement direct étranger...

L'application de ces programmes conçus en toute évidence dans l'objectif de rationaliser l'activité économique, a duré dans tous les cas, plus longtemps que prévu et surtout a produit aussi des effets négatifs qui, même s'ils étaient attendus et prévisibles, ont souvent surpris par leur ampleur et ce, non seulement sur les plans économique et social (récession, extinction d'activités, fermetures et faillites d'entreprises, accroissement du chômage, apparition de mafias...), mais aussi sur le plan politique où les conflits ont provoqué la déstabilisation des régimes en place et l'affaiblissement des Etats.

Du point de vue global, la période des ajustements structurels, a consacré l'arrimage des économies en développement au système économique mondial façonné et dominé par les économies développées, en général et par l'économie américaine (car plus développée que les autres), en particulier. Par ailleurs, les répercussions des grandes crises mexicaine en 1994 et de l'Asie de l'Est en 1997/98 ont définitivement levé le doute sur l'imbrication des économies nationales et sur le caractère mondial et global des problèmes économiques contemporains. La mondialisation de l'économie est ainsi entrée dans une ère historique nouvelle.

Dans son essence, la mondialisation est un phénomène économique résultant de la dynamique de l'économie mondiale, « [...] dans le phénomène de mondialisation, il y a primat de l'économique. C'est un primat relativement récent qui émerge en Occident avec le

capitalisme dans les XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles ». <sup>10</sup> Aussi, J. Mander et Ed. Goldsmith relèvent à juste titre, que la mondialisation est une « économicisation » <sup>11</sup> du monde en ce sens que tous les aspects de la vie se transforment en questions économiques, sinon en marchandises. Elle se généralise et concerne progressivement tout l'*espace-monde* engendrant parfois des conflits préoccupants, car « la dynamique du marché qui décloisonne les économies locales et régionales ne s'arrête pas éternellement aux frontières du territoire de la nation » <sup>12</sup>.

Par conséquent, s'inscrivant dans « [...] une tendance plus longue, celle de la soumission progressive de tout l'espace physique et social à la loi du capital, loi d'accumulation sans fin qui est la finalité ultime du système inventé dans les cités marchandes de la méditerranée » <sup>13</sup>, la mondialisation est organiquement liée aux différentes étapes de développement du capitalisme.

La grande particularité contemporaine de la mondialisation est donc que cette dernière est « un fait social total » <sup>14</sup> embrassant pratiquement tous les domaines des relations des Etats et des peuples dans le monde, expression d'une étape nouvelle du développement du système économique mondial.

Il est alors très utile dans le cas de l'économie algérienne, de mettre en exergue la logique des interrelations des étapes de développement qu'elle a connues avec le processus historique de mondialisation, et ce pour saisir et comprendre les défis et enjeux auxquels elle doit faire face.

## **5- La politique économique en Algérie ou l'empreinte permanente de la mondialisation**

Pour des raisons objectives liées à la fois à des considérations géographiques et aux étapes et appartenances historiques qu'elle a connues, l'économie algérienne a toujours été intégrée dans le processus de mondialisation et les politiques de développement mises en œuvre en Algérie sont par conséquent, l'expression et le reflet de cette intégration.

Ces politiques de développement concordent suffisamment avec les caractéristiques et préoccupations des différentes étapes de la mondialisation. Le « plan de Constantine » élaboré par la métropole coloniale à la fin des années 1950 représente le premier programme de développement dont allait bénéficier l'Algérie colonisée dans le cadre de la reprise de l'accumulation mondiale capitaliste après la seconde guerre mondiale et qui va durer jusqu'aux années 1970 (les 30 glorieuses). Les projets industriels contenus dans ce programme symbolisent, au delà des besoins et ambitions de l'économie métropolitaine, la nouvelle ère du développement du capitalisme mondial -l'ère de l'exportation du capital qui succède à celle de l'exportation de la marchandise.

L'Algérie indépendante connaîtra deux grandes politiques économiques : le développement national planifié et la libéralisation.

La stratégie de développement planifié s'étale de l'indépendance (1962) à 1988/89 <sup>15</sup>. Elle est couverte par le plan triennal (1967/69), les deux plans quadriennaux (1970/73 et 1974/77) et les deux plans quinquennaux (1980/84 et 1985/89). Elle porte des objectifs de construction d'une économie indépendante et socialiste censée apporter la solution aux inégalités d'accès à la richesse et au progrès, nées de la colonisation et tant remises en cause par la révolution nationale. Elle tire alors sa légitimité d'une part, sur le plan politique et idéologique, du caractère populaire de la révolution et d'autre part, sur le plan économique, des possibilités d'un développement intégré que représente la disponibilité de richesses naturelles dont l'exploitation et la transformation en constituent des atouts.

Du point de vue de la théorie économique, cette stratégie est empreinte de la théorie de la dépendance qui voit dans les relations entre le Centre et la Périphérie, des rapports vicieux de domination par les pays capitalistes développés qui ne peuvent être rompus que par un processus de développement indépendant que doivent conduire les forces de progrès dans la

périphérie. Même si elle est souvent assimilée au modèle des « industries industrialisantes » de G.D. De Bernis, elle a porté dans les faits, toutes les ambitions de construction d'une économie intégrée. En effet, les programmes d'investissement élaborés et mis en œuvre ont projeté le développement simultané de plusieurs branches industrielles (lourdes et légères) et de l'agriculture. La « révolution agraire », modèle déjà très éprouvé dans les économies d'Amérique latine en particulier, a constitué une véritable remise en cause des structures agraires coloniales et surtout de la propriété privée sur la terre. Les nationalisations, l'autogestion et la coopérative agricole ont conféré définitivement le caractère socialiste à l'Agriculture algérienne, à l'image des pays socialistes.

L'industrialisation a consisté en un programme intégré visant :

- l'installation des industries de base sidérurgiques et pétrochimiques ;
- le développement des industries mécaniques en tant que moyen de développement industriel et agricole ;
- le développement des industries de substitution aux importations pour prendre en charge la demande de consommation nationale.

Cependant, le processus d'accumulation a connu son essor essentiellement durant la période 1967-1979, favorisé par la disponibilité de capitaux et la croissance du commerce sur le plan mondial dont l'Algérie a bénéficié à travers l'exportation de matières premières, en premier lieu les hydrocarbures. Il s'agit d'une période marquée par les deux grands chocs pétroliers de 1973 et 1979 et où le taux d'accumulation annuel moyen a atteint des niveaux rarement réalisés dans le monde : 28,2% entre 1967 et 1969 ; 38,7% de 1970 à 1973 ; 47,9% entre 1974 et 1977 ; 54,8% en 1978 et 44,5% en 1979.

L'industrie a reçu la plus grande part de l'accumulation : 59,6% du montant global des investissements et 73,4% des investissements productifs durant le triennal et respectivement, 44,7% et 65,8% durant le premier quadriennal. Ce même secteur a bénéficié de 43,5% du programme d'investissement du second quadriennal et de 81,2% des investissements productifs durant les deux années 1978/79 qui eux, représentent 69,3% de l'investissement total.

L'Algérie aura ainsi connu dans le sillage des « trente glorieuses » du capitalisme mondial, sa *décennie glorieuse*.

Néanmoins, faut-il souligner que même si cette période a été décisive dans la croissance extensive de l'économie, elle est caractérisée par une insuffisante capacité d'absorption des investissements et un renchérissement des programmes (tous les programmes ont été réévalués). Le taux de réalisation des investissements n'est que de 46,8% ; 53% ; 38% respectivement pendant le plan triennal, le premier et le second quadriennaux. Cet état de faits s'explique essentiellement par : la mauvaise évaluation des coûts ; l'insuffisante maturation des projets et les retards dans leur lancement ; l'inflation sur les marchés ; les difficultés inhérentes aux modalités de coopération avec les sociétés étrangères. De ce fait, le reste à réaliser (RAR) à fin 1979 est évalué à 214,5 milliards DA, soit 37,1% du programme d'investissement du premier plan quinquennal. Par ailleurs, comparée aux autres secteurs, l'industrie a connu le plus fort taux d'absorption de l'investissement entre 1967 et 1979 et sa production « a plus que doublé »<sup>16</sup> entre ces deux dates.

Les difficultés<sup>17</sup> relevées dans le processus d'investissement industriel de la décennie 1970 ont incité le planificateur algérien à ralentir le rythme d'accumulation durant le premier plan quinquennal. Ce dernier s'est alors fixé des objectifs de réorganisation de l'économie et de valorisation/intensification du potentiel industriel existant, l'industrie n'ayant bénéficié que de 28% du programme d'investissement.

Ce plan a porté la première réforme des entreprises publiques industrielles en procédant à leur assainissement financier, mais aussi à leur restructuration à travers des

mesures de réduction de leur taille, d'une part et la séparation des fonctions de production et de commercialisation, d'autre part. De même, qu'il a introduit un facteur nouveau, celui de l'aménagement du territoire (création de l'agence nationale de l'aménagement du territoire – ANAT en 1980) et du développement régional. C'est ainsi que de grandes entreprises telles que SNS, SONACOME, SONELEC...sont restructurées en plusieurs entreprises de taille plus petite et leurs sièges sociaux implantés en dehors de la capitale –Alger.

Il s'agit là d'une période où le parti, à l'image de ses homologues soviétique et de l'Europe de l'Est en général, a définitivement scellé son contrôle sur l'économie concrétisé par la mise en place de la « gestion socialiste des entreprises ».

Considéré dans le contexte de l'économie mondiale, le premier quinquennal n'a pas fortement subi les effets de la récession de l'économie mondiale qui s'est installée vers la fin de la décennie 1970, il a pu être mené à terme. Toutefois, le taux de réalisation de son programme d'investissement n'a pas dépassé 48,2%.

Par contre, le deuxième quinquennal n'a pu être réalisé, car rattrapé par la crise économique résultant de la chute brutale des prix des hydrocarbures au milieu de la décennie 1980. Cette chute des prix constitue pour l'Algérie, l'inévitable onde de choc de la récession mondiale ci-dessus évoquée. La baisse des recettes extérieures a alors révélé au grand jour, la vulnérabilité et la précarité des structures économiques nationales, dépendantes de la principale branche d'exportation que représentent les hydrocarbures. Les événements tragiques d'octobre 1988 constituent dans ce sens, l'expression sociale de la crise et l'ouverture politique qui s'en est suivi en 1989 entame une nouvelle ère dans le paysage économique et politique du pays.

Les lois<sup>18</sup> prises en 1988 sur les entreprises publiques ; la planification ; les fonds de participation ; le code de commerce ; les lois de finances ; et la banque centrale et les établissements de crédits, peuvent être assimilées de par leur esprit, à la « perestroïka » soviétique, à la recherche de l'autonomie de l'entreprise socialiste et d'une meilleure rationalité des relations entre cette dernière et l'Etat. Aussi, la décision du gouvernement de restituer, dénationaliser, les terres agricoles dès 1989, a constitué un acte politique important, annonciateur de la réhabilitation et de la libération du secteur privé.

Ces mesures économiques et politiques déterminantes prises aux deux dernières années de la décennie 1980 constituent en fait, l'amorce de la réforme libérale intervenue hélas, à une période critique empreinte de déstabilisation sociale et politique et d'affaiblissement de l'Etat. Tirailé entre les résistances internes au changement et la nécessité objective de la réforme, l'Etat ne s'est définitivement engagé dans l'inévitable ajustement structurel, de façon irréversible qu'en 1994 suite à la conclusion de l'accord « stand by » avec le FMI suivi de l'accord de « facilités élargies » couvrant la période de moyen terme -mai 1995 à mai 1998. Faut-il souligner enfin que la contrainte de la dette extérieure, l'Algérie se retrouvant en situation de cessation de paiement en 1993 qui a rendu urgent le rééchelonnement de la dette, a joué un rôle décisif dans l'acceptation et la mise en œuvre des mesures d'ajustement structurel dont les chocs économiques, sociaux et politiques ont été nombreux et douloureux.

Considérées sous l'angle de la mondialisation, les réformes intervenues en Algérie et ailleurs dans le monde, symbolisent l'ouverture, la conquête de nouveaux espaces par le capitalisme mondial qui selon les kondratiéviens, doit avoir entamé à partir de 1992, la phase ascendante d'un nouveau cycle long (1992- ?), thèse confortée par au moins deux phénomènes économiques contemporains: la reprise du commerce mondial et l'introduction/application de nouvelles découvertes scientifiques et techniques que symbolisent les NTIC.

Depuis 1999, l'Algérie bénéficie de la reprise des échanges mondiaux à travers son avantage comparatif –les hydrocarbures dont la hausse des prix lui permet d'enranger des

capitaux financiers disponibles sur les marchés mondiaux. Les équilibres macro-économiques sont de nos jours rétablis : la balance des paiements est excédentaire avec des réserves de change de plus de 30 milliards de dollars (dépassant ainsi le stock de la dette extérieure) ; le taux d'inflation n'atteint pas 03%, la création monétaire est ralentie et le taux de crédit à l'économie a atteint 20% du PIB; le taux de change de la monnaie nationale est stabilisé. De 1999 à 2003, l'économie a enregistré une reprise de la croissance: le PIB a cru de 3,8% en moyenne annuelle dont 7% en 2003.

Cette croissance est tirée particulièrement par deux branches de production importantes-les hydrocarbures et l'Agriculture. Mais, elle est aussi le fait des dépenses de l'Etat liées au plan national de soutien et de relance économique (PSRE) dont même l'Agriculture a bénéficié à travers un plan de développement agricole (PNDRA).

Force est alors de constater que l'économie est encore sujette aux aléas des marchés des hydrocarbures. Aujourd'hui l'essentiel du secteur industriel public (hors hydrocarbures) est démantelé, sa part dans la valeur ajoutée nationale a régressé par rapport à la période planifiée, la plupart des entreprises publiques encore en activité sont retombées dans la spirale de l'endettement malgré les divers traitements et surtout les capitaux dont elles ont bénéficié et leur privatisation qui doit être conçue avant tout comme un moyen de sauvegarder des capacités de production existantes, n'a pas eu lieu aux moments idoines et tardent à se concrétiser. Le découvert bancaire des entreprises publiques est de près de 80% de la dette publique, à la charge du Trésor public.

Le secteur privé représente plus de 70% de la valeur ajoutée hors hydrocarbures, mais 10% seulement du nombre d'entreprises qu'il comptabilise sont des unités de production et 90% d'entre elles sont de petite taille (moins de 10 salariés) ; le capital étranger de production est quasiment absent sur le territoire national ; le « climat d'affaires » n'est pas irréversiblement instauré et des lenteurs et obstacles à la libre entreprise freinent encore le développement de l'activité productive.

Se pose alors légitimement, la question de la politique de développement à mettre en œuvre en Algérie après cette période d'interventionnisme, de keynésianisme, qui doit en théorie, déboucher sur la stimulation de l'offre (de la production) par l'accroissement de la demande résultant de l'accroissement des revenus induit par la dépense publique.

La réponse à cette question ne serait pas dans l'élaboration d'un modèle concis de développement, mais surtout la recherche d'une meilleure insertion de l'économie algérienne dans l'économie mondiale libérale qui a atteint de nos jours, un degré d'intégration très élevé. Il s'agira toutefois, d'une insertion fonctionnelle par laquelle l'économie algérienne considérée dans sa dimension « nation » certes, mais aussi dans ses autres dimensions « territoire » et « population », accomplira un rôle historique dans l'évolution du processus inachevé de mondialisation.

## **Conclusion**

C'est dans le cadre d'une économie mondiale désormais globale et « désidéologisée », que les Etats sont aujourd'hui appelés à concevoir des politiques et stratégies de développement. Ils se distinguent par leurs capacités à bénéficier et jouir par les mécanismes économiques, de la richesse mondiale et leur puissance se mesure par leur maîtrise et leur contribution aux progrès scientifiques et techniques qui constituent le moteur des transformations qualitatives de l'économie mondiale.

La logique de « blocs » qui a marqué les relations internationales de la fin de la seconde guerre à la fin des années 1980 est aujourd'hui dépassée du fait de la généralisation du libéralisme, du système de production capitaliste, à tout l'espace mondial. D'autres formes de regroupement sont apparues, basées non plus sur des considérations idéologiques, mais désormais sur des considérations objectives de niveaux de développement des économies ; de

niveaux de démocratisation des sociétés ; de possibilités d'exploitation d'opportunités économiques et commerciales ; de constitution de marchés communs...Ce sont les regroupements régionaux exprimant une homogénéisation progressive des champs économiques nationaux. Ils forment de nos jours les nouveaux fondements de la géoéconomie.

L'Algérie ne doit pas rester en marge du système économique mondial, elle doit accomplir dans ce sens, une tâche historique déterminante, celle de parachever les transformations nécessaires à son insertion féconde dans ce système qui lui permettront de construire un champ économique qui lui fera jouer un rôle dans la création de la richesse mondiale. Elle a aujourd'hui passé le cap des changements difficiles liés aux ajustements structurels et résisté aux effets déstabilisateurs qu'ils ont produits. Cependant, elle se trouve devant l'urgence de mettre en place les mécanismes nécessaires à la construction d'une économie libérale dynamique capable de capter des capitaux et les nouvelles technologies et générer des surplus.

Par ailleurs, la mondialisation ne signifie pas nécessairement l'égalité d'accès à la richesse mondiale car tant persisteront les différences de niveaux d'intégration mondiale des marchés, la mobilité des marchandises et des capitaux étant plus grande que celle de la main-d'œuvre, les inégalités de revenus, la pauvreté, le chômage...persisteront aussi.

Le système économique mondial a plus que besoin d'un nouveau mode de gouvernance apte à dégager les ressources nécessaires à la prise en charge des problèmes du développement dans sa conception nouvelle –*le développement durable global* et aussi, à prévenir et gérer les crises économiques mondiales. Il y a lieu, dans le cas du cycle long du capitalisme en cours, de déterminer la durée de la phase ascendante actuelle et de prévoir les formes et les effets de la phase déclinante qui s'en suivrait. C'est dire que l'économie du développement doit aujourd'hui renouveler ses problématiques et méthodes d'investigation.

## Notes bibliographiques

---

<sup>1</sup> : Voir J. Nagels : Les cycles longs de Kondratiev et l'évolution du capitalisme depuis la seconde guerre mondiale. In A. Peeters et D. Stokkink (s/la direction): Mondialisation, comprendre pour agir. Coédition GRIP (groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité) et Edition Complexe. Bruxelles, 2002. pp. 38-62.

<sup>2</sup>: à l'exemple (selon J. Nagels) de G. Van Duiju ; S. Solomon ; E. Mandel ; J.W. Forrester ; M. Newman.

<sup>3</sup>: Selon Kondratiev même, l'abondance de capitaux à bon marché est une pré-condition de la phase de démarrage du cycle long.

<sup>4</sup>: F. Chesnais: La mondialisation du capital. Paris, SYROS, 1997. p. 33

<sup>5</sup>: Editions ouvrières, 1964, 1ère éd. 1958

<sup>6</sup>: le concept est développé par F. Perroux dans « Note sur le concept de pôle de croissance ». in Revue « Economie Appliquée ». Vol. 8, 1955.

<sup>7</sup> : A. Merad-Boudia: Les approches du développement. In Forum des Chefs d'Entreprises : Actes du colloque - Quel développement pour l'Algérie. Alger 19 et 20 janvier 2002. Casbah Editions, 2002. pp. 33-48.

<sup>8</sup>: Le BIT a effectué une mission au Kenya en 1972 sur la question des « pauvres qui travaillent », c.a.d le travail à rémunération inférieure au revenu minimum.

<sup>9</sup>: voir H. Benhamouda: L'économie politique du post-ajustement. Paris, Karthala, 1999.

<sup>10</sup>: J. Le Goff : Heurs et malheurs des mondialisations. In « Cahiers français » n° 305, nov., déc.2001. pp.3-6.

<sup>11</sup>: Ed. Goldsmith, J Mander : Le procès de la mondialisation. Paris, Fayard, 2001. p. 16.

<sup>12</sup>: Ed. Goldsmith, J. Mander: op. Cit. p. 13.

<sup>13</sup>: J. Adda : La mondialisation de l'économie. La Découverte, Paris, 1996. p.4. Cité par F. Chesnais : La mondialisation du capital. Syros, Paris, 1997. p.32.

<sup>14</sup>: M. Beaud : Introduction à « Regards croisés sur la mondialisation ». Cahier du GEMDEV n°26, Juin 1998. Aussi Elie Cohen : La mondialisation, un fait social total. Societal n° 32, 2° trimestre 2001. Cité par Y.

---

Léonard : La mondialisation provoque-t-elle un accroissement des inégalités? In Cahiers français n° 305. Nov, déc. 2001. p.2

<sup>15</sup>: Les années 1988/89 symbolisent les premières réformes vers la libéralisation.

<sup>16</sup>: M. Hadjseyd: Développement industriel de l'Algérie. L'industrie : pesanteurs et réformes. In Forum des Chefs d'Entreprises. Actes du colloque : Quel développement pour l'Algérie ? 19 et 20 janvier 2002. Casbah Editions, 2002. pp. 113-129.

<sup>17</sup>: Le Ministère de la planification et de l'aménagement du territoire a réalisé en 1979, le bilan 1967-1978 de l'industrie.

<sup>18</sup>: voir M. SADOUDI: Problématique de la réforme des entreprises publiques en Algérie. In Revue d'économie et de statistique appliquées. INPS, n°03, 2003. pp. 33-57.